

RCS : DOUAI Code greffe : 5952

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de DOUAI atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2012 B 00746 Numéro SIREN : 789 795 713 Nom ou dénomination : V D B

Ce dépôt a été enregistré le 18/03/2020 sous le numéro de dépôt 565

Greffe du tribunal de commerce de Douai



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 18/03/2020

Numéro de dépôt : 2020/565

Déposant :

Nom/dénomination : V D B

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 789 795 713

N° gestion : 2012 B 00746

18/03/2020

203/6651

12B746

20565

SAS VDB

**10 rue du 11 Novembre
59552 LAMBRES LEZ DOUAI**

Exercice clos le 31/07/2019



A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by several vertical strokes.

GROUPE EXCO DOUAI

**Société d'Expertise Comptable et de Commissariats aux Comptes
inscrite au tableau de l'ordre de LILLE**

parc d'activités de l'ermitage
59552 LAMBRES LEZ DOUAI
Tel : 03 21 210 210
www.excodouai.com



A small, stylized handwritten signature in black ink.

 Sommaire

1. Comptes annuels	1
Bilan actif	2
Bilan passif	3
Compte de résultat	4
2. Annexe	5
Règles et méthodes comptables	6
Actif immobilisé	8
Amortissements des immobilisations	9
Crédit-Bail	10
Tableau des provisions	11
Etat des créances et des dettes	12

Comptes annuels

GROUPE EXCO DOUAI

Société d'Expertise Comptable et de Commissariats aux Comptes
inscrite au tableau de l'ordre de LILLE

parc d'activités de l'ermitage
59552 LAMBRES LEZ DOUAI



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/07/2019	Net 31/07/2018
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	18 383	7 540	10 843	10 000
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 004	806	198	363
Autres immobilisations corporelles	141 732	50 378	91 354	101 905
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	2 165 560	1 650	2 163 910	2 148 910
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	32 000		32 000	32 000
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 358 680	60 375	2 298 305	2 293 179
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	78 871		78 871	137 753
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	323 336		323 336	308 879
Autres créances	379 633	120 451	259 182	116 109
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	11 007		11 007	
Charges constatées d'avance (3)	22 588		22 588	22 706
TOTAL ACTIF CIRCULANT	815 436	120 451	694 984	585 447
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	3 174 115	180 826	2 993 289	2 878 625
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/07/2019	31/07/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 892 000	1 892 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	4 179	4 179
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	63 707	68 600
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	16 926	-4 893
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 976 812	1 959 886
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	81 303	149 347
Emprunts et dettes financières diverses (3)	595 560	457 007
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	155 059	165 716
Dettes fiscales et sociales	135 695	101 603
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	10 798	9 176
Produits constatés d'avance (1)	38 063	35 891
TOTAL DETTES	1 016 477	918 740
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	2 993 289	2 878 625
(1) Dont à plus d'un an (a)	36 049	59 797
(1) Dont à moins d'un an (a)	980 429	858 943
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	21 454	50 943
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	du 01/08/18 au 31/07/19 12 mois	du 01/08/17 au 31/07/18 12 mois	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS				
Ventes de marchandises	900 223	745 602	154 621	20,74
Production vendue	628 117	563 385	64 732	11,49
Production stockée				
Subventions d'exploitation				
Autres produits	19 284	10 470	8 813	84,17
Total	1 547 623	1 319 457	228 166	17,29
CONSOMMATION M/SES & MAT				
Achats de marchandises	521 230	530 646	-9 415	-1,77
Variation de stock (m/ses)	58 882	-56 411	115 293	-204,38
Achats de m.p & aut.approv.				
Variation de stock (m.p.)				
Autres achats & charges externes	227 409	234 561	-7 152	-3,05
Total	807 522	708 796	98 726	13,93
MARGE SUR M/SES & MAT	740 101	610 661	129 440	21,20
CHARGES				
Impôts, taxes et vers. assim.	18 783	12 397	6 386	51,51
Salaires et Traitements	458 434	324 367	134 067	41,33
Charges sociales	188 780	115 971	72 810	62,78
Amortissements et provisions	27 679	15 339	12 340	80,45
Autres charges	169	72	97	134,07
Total	693 846	468 146	225 700	48,21
RESULTAT D'EXPLOITATION	46 255	142 515	-96 260	-67,54
Produits financiers	1 277	2 031	-754	-37,12
Charges financières	19 816	27 035	-7 219	-26,70
Résultat financier	-18 539	-25 004	6 465	-25,86
Opérations en commun				
RESULTAT COURANT	27 716	117 511	-89 795	-76,41
Produits exceptionnels		609	-609	-100,00
Charges exceptionnelles	155	121 365	-121 210	-99,87
Résultat exceptionnel	-155	-120 756	120 601	-99,87
Participation des salariés				
Impôts sur les bénéfices	10 635	1 648	8 987	545,33
RESULTAT DE L'EXERCICE	16 926	-4 893	21 819	-445,95

Annexe

GROUPE EXCO DOUAI

Société d'Expertise Comptable et de Commissariats aux Comptes
inscrite au tableau de l'ordre de LILLE

parc d'activités de l'ermitage
59552 LAMBRES LEZ DOUAI



Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS VDB

Annexe au bilan de l'exercice clos le 31/07/2019, dont le total est de 2 993 289 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 16 926 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/08/2018 au 31/07/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les organes de direction de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/07/2019 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22 Juin 1999, la loi n° 83-353 du 30 Avril 1983 et le décret 83-1020 du 29 Novembre 1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2000-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et évaluation des actifs.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et ceux qui n'ont pas été rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Règles et méthodes comptables

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Conformément à l'avis CNC du 15 juin 2007, les frais liés à l'acquisition (droits de mutation, honoraires et frais d'actes) des titres de participation sont incorporés au prix de revient de ces titres. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables à l'acquisition des produits finis, des matières premières et des services. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnelles

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Actif immobilisé

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	15 833	2 550		18 383
Immobilisations incorporelles	15 833	2 550		18 383
- Installations générales, agencements et				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 004			1 004
- Installations générales, agencements aménagements divers	28 009	8 078		36 087
- Matériel de transport	97 885	3 200		101 085
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	583	3 978		4 560
Immobilisations corporelles	127 481	15 256		142 736
- Participations évaluées par mise en				
- Autres participations	2 150 560	15 000		2 165 560
- Prêts et autres immobilisations financières	32 000			32 000
Immobilisations financières	2 182 560	15 000		2 197 560
ACTIF IMMOBILISE	2 325 874	32 806		2 358 680

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 833	1 707		7 540
Immobilisations incorporelles	5 833	1 707		7 540
- Installations générales, agencements et				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	641	165		806
- Installations générales, agencements aménagements divers	12 874	4 466		17 340
- Matériel de transport	11 217	20 584		31 801
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	480	758		1 238
Immobilisations corporelles	25 212	25 972		51 184
ACTIF IMMOBILISE	31 045	27 679		58 725

 Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				32 681	32 681
Cumul exercices antérieurs				23 180	23 180
Dotations de l'exercice				9 502	9 502
Amortissements				32 681	32 681
Cumul exercices antérieurs				18 379	18 379
Exercice				8 483	8 483
Redevances payées				26 862	26 862
A un an au plus				8 483	8 483
A plus d'un an et cinq ans au plus				7 776	7 776
Redevances restant à payer				16 259	16 259
l'exercice					

 Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour dépréciation	122 101			122 101
Total	122 101			122 101

Etat des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	32 000		32 000
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	323 336	323 336	
Autres	379 633	379 633	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	22 588	22 588	
Total	757 558	725 558	32 000
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

ETAT DES DETTES

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	21 454	21 454		
- à plus de 1 an à l'origine	59 849	23 800	36 049	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	155 059	155 059		
Dettes fiscales et sociales	135 695	135 695		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	606 358	606 358		
Produits constatés d'avance	38 063	38 063		
Total	1 016 477	980 429	36 049	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	38 524			
(**) Dont envers les associés	595 560			

SAS VDB

10 RUE DU 11 NOVEMBRE

59552 LAMBRES LEZ DOUAI

Hénin-Beaumont, le 13 Janvier 2020

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 JUILLET 2019

Société de commissaires aux comptes - Membre de la Compagnie Régionale de Douai
SARL au capital de 53 500 Euros RCS ARRAS B 332.887.421 (85 b 204) APE 6920 Z

SAS VDB

10 RUE DU 11 NOVEMBRE

59552 LAMBRES LEZ DOUAI

Hénin-Beaumont, le 13 Janvier 2020

EXERCICE CLOS LE 31 JUILLET 2019

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SAS VDB relatifs à l'exercice clos le 31/07/2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuel » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Aout 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons examiné les principes retenus pour déterminer les valeurs d'inventaires des actifs et principalement les actifs liés aux filiales et participations.

Nous avons analysé les conventions liant votre société aux membres du réseau Beers&Co et contrôlé la justification des produits comptabilisés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à la prise de participation de votre société dans la SAS BCS vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

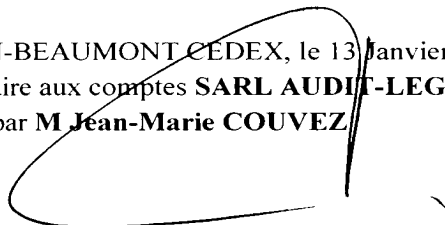
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à HENIN-BEAUMONT CEDEX, le 13 janvier 2020
Le Commissaire aux comptes **SARL AUDIT-LEGALIS**,
Représentée par **M. Jean-Marie COUVEZ**



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/07/2019	Net 31/07/2018
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	18 383	7 540	10 843	10 000
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 004	806	198	363
Autres immobilisations corporelles	141 732	50 378	91 354	101 905
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	2 165 560	1 650	2 163 910	2 148 910
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	32 000		32 000	32 000
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 358 680	60 375	2 298 305	2 293 179
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	78 871		78 871	137 753
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	323 336		323 336	308 879
Autres créances	379 633	120 451	259 182	116 109
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	11 007		11 007	
Charges constatées d'avance (3)	22 588		22 588	22 706
TOTAL ACTIF CIRCULANT	815 436	120 451	694 984	585 447
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF	3 174 116	180 826	2 993 289	2 878 626
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/07/2019	31/07/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 892 000	1 892 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	4 179	4 179
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	63 707	68 600
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	16 926	-4 893
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 976 812	1 959 886
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	81 303	149 347
Emprunts et dettes financières diverses (3)	595 560	457 007
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	155 059	165 716
Dettes fiscales et sociales	135 695	101 603
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	10 798	9 176
Produits constatés d'avance (1)	38 063	35 891
TOTAL DETTES	1 016 477	918 740
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	2 000 285	2 000 285
(1) Dont à plus d'un an (a)	36 049	59 797
(1) Dont à moins d'un an (a)	980 429	858 943
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	21 454	50 943
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	du 01/08/18 au 31/07/19	du 01/08/17 au 31/07/18	Variation absolue (1000€)	Var. abs. (%)
PRODUITS				
Ventes de marchandises	900 223	745 602	154 621	20,74
Production vendue	628 117	563 385	64 732	11,49
Production stockée				
Subventions d'exploitation				
Autres produits	19 284	10 470	8 813	84,17
Total	1 547 623	1 319 457	228 166	17,29
CONSOMMATION M/SES & MAT				
Achats de marchandises	521 230	530 646	-9 415	-1,77
Variation de stock (m/ses)	58 882	-56 411	115 293	-204,38
Achats de m.p & aut.approv.				
Variation de stock (m.p.)				
Autres achats & charges externes	227 409	234 561	-7 152	-3,05
Total	807 522	708 796	98 726	13,93
MARGE SUR M/SES & MAT	740 101	610 661	129 440	21,20
CHARGES				
Impôts, taxes et vers. assim.	18 783	12 397	6 386	51,51
Salaires et Traitements	458 434	324 367	134 067	41,33
Charges sociales	188 780	115 971	72 810	62,78
Amortissements et provisions	27 679	15 339	12 340	80,45
Autres charges	169	72	97	134,07
Total	693 846	468 146	225 700	48,21
RESULTAT D'EXPLOITATION	46 255	142 515	-96 260	-67,54
Produits financiers	1 277	2 031	-754	-37,12
Charges financières	19 816	27 035	-7 219	-26,70
Résultat financier	-18 539	-25 004	6 465	-25,86
Opérations en commun				
RESULTAT COURANT	27 716	117 511	-89 795	-76,41
Produits exceptionnels		609	-609	-100,00
Charges exceptionnelles	155	121 365	-121 210	-99,87
Résultat exceptionnel	-155	-120 756	120 601	-99,87
Participation des salariés				
Impôts sur les bénéfices	10 635	1 648	8 987	545,33
RESULTAT D'EXPLOITATION	16 546	-2 893	19 440	-68,47

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS VDB

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/07/2019, dont le total est de 2 993 289 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 16 926 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/08/2018 au 31/07/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 12/11/2019 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/07/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices

Règles et méthodes comptables

montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Titres de participations

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice pour un montant de 1 441 euros a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Ce produit du CICE comptabilisé à la date de clôture vient en diminution des charges d'exploitation

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2018 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice alors que le CICE théorique couru à la date de clôture sera imputable sur l'impôt sur les sociétés de l'exercice suivant.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	15 833	2 550		18 383
Immobilisations incorporelles	15 833	2 550		18 383
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 004			1 004
- Installations générales, agencements aménagements divers	28 009	8 078		36 087
- Matériel de transport	97 885	3 200		101 085
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	583	3 978		4 560
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	127 481	15 256		142 736
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	2 150 560	15 000		2 165 560
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	32 000			32 000
Immobilisations financières	2 182 560	15 000		2 197 560
Total des immobilisations	2 200 874	32 806		2 233 680

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	2 550	15 256	15 000	32 806
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	2 550	15 256	15 000	32 806
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-part du capital détenu	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
SASU ABIL 62110 HENIN BEAUMONT	130 000	744 483	100,00	82 547
- Participations (détenues entre 10 et 50%)				
SAS BCV 59552 LAMBRES LEZ DOUAI	100 000	-38 741	34,00	-28 786
SAS BCD 59552 LAMBRES LEZ DOUAI	60 000	476 981	25,00	103 825
SARL PASSION 356 62700 BRUAY LA BUISSIERE	7 500	-242 949	33,00	21 096
SAS BCS 59113 SECLIN	60 000		25,00	

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 833	1 707		7 540
Immobilisations incorporelles	5 833	1 707		7 540
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	641	165		806
- Installations générales, agencements aménagements divers	12 874	4 466		17 340
- Matériel de transport	11 217	20 584		31 801
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	480	758		1 238
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	25 212	25 972		51 184
ACTIF IMMOBILISE	31 045	27 679		58 724

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 757 558 euros et le classement par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	32 000		32 000
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	323 336	323 336	
Autres	379 633	379 633	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	22 588	22 588	
Total	725 557	725 557	32 000
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	67 887
Fournisseurs - RRR à obtenir	73 354
Total	141 241

Notes sur le bilan

Capitaux Propres

Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 1 892 000,00 euros décomposé en 189 200 titres d'une valeur nominale de 10,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	189 200	10,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	189 200	10,00

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 016 477 euros et le classement par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	21 454	21 454		
- à plus de 1 an à l'origine	59 849	23 800	36 049	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	155 059	155 059		
Dettes fiscales et sociales	135 695	135 695		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	606 358	606 358		
Produits constatés d'avance	38 063	38 063		
Total	1 016 477	980 424	36 049	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	38 524			
(**) Dont envers les associés	595 560			

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	10 308
Int.courus s/emp.aup.etabl.t.crédit	52
Dettes provis. pr congés à payer	10 856
Charges sociales s/congés à payer	3 910
Charges sociales - charges à payer	3 249
Etat - autres charges à payer	4 709
Clients - RRR à accorder	10 798
Total	43 882

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	22 588		
Total	22 588		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	38 063		
Total	38 063		

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
<i>Cautions de Mr Vanderbeken sur l'emprunt CIC à hauteur de</i>	80 000
Avals et cautions	80 000
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	16 259
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
	86 259
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de reconstitution du fonds de roulement.

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services			
Ventes de marchandises	900 223		900 223
Produits des activités annexes	628 117		628 117
Total	1 528 339		1 528 339

Actif immobilisé

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	15 833	2 550		18 383
Immobilisations incorporelles	15 833	2 550		18 383
- Installations générales, agencements et				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 004			1 004
- Installations générales, agencements aménagements divers	28 009	8 078		36 087
- Matériel de transport	97 885	3 200		101 085
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	583	3 978		4 560
Immobilisations corporelles	127 481	15 256		142 736
- Participations évaluées par mise en				
- Autres participations	2 150 560	15 000		2 165 560
- Prêts et autres immobilisations financières	32 000			32 000
Immobilisations financières	2 182 560	15 000		2 197 560
ACTIF IMMOBILISE	2 325 874	32 806		2 358 680

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 833	1 707		7 540
Immobilisations incorporelles	5 833	1 707		7 540
- Installations générales, agencements et				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	641	165		806
- Installations générales, agencements aménagements divers	12 874	4 466		17 340
- Matériel de transport	11 217	20 584		31 801
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	480	758		1 238
Immobilisations corporelles	25 212	25 972		51 184
ACTIF IMMOBILISE	31 045	27 679		58 725

Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				32 681	32 681
Cumul exercices antérieurs				23 180	23 180
Dotations de l'exercice				9 502	9 502
Amortissements				32 681	32 681
Cumul exercices antérieurs				18 379	18 379
Exercice				8 483	8 483
Redevances payées				26 862	26 862
A un an au plus				8 483	8 483
A plus d'un an et cinq ans au plus				7 776	7 776
Redevances restant à payer				16 259	16 259
l'exercice					

Tableau des dépréciations

	Dépréciations au 01/08/2018	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations financières	1 650			1 650
Créances et Valeurs mobilières	120 451			120 451
	122 101			122 101
Répartition des dotations et reprises :				

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour dépréciation	122 101			122 101

Etat des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES

	Montant Total	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	32 000		32 000
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	323 336	323 336	
Autres	379 633	379 633	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	22 588	22 588	
TOTAL	724 558	724 558	32 000
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

ETAT DES DETTES

	Montant Total	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Emprunts obligataires convertibles (*)			
Autres emprunts obligataires (*)			
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :			
- à 1 an au maximum à l'origine	21 454	21 454	
- à plus de 1 an à l'origine	59 849	23 800	36 049
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	155 059	155 059	
Dettes fiscales et sociales	135 695	135 695	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes (**)	606 358	606 358	
Produits constatés d'avance	38 063	38 063	
TOTAL	1 450 278	1 450 278	36 049
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	38 524		
(**) Dont envers les associés	595 560		

Eléments exceptionnels

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	155	
TOTAL	155	

Tableau des filiales

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
SASU ABIL 62110 HENIN BEAUMONT	130 000,00	744 483,00	100,00	82 547,00
- Participations (détenues entre 10 et 50%)				
SAS BCV 59552 LAMBRES LEZ DOUAI	100 000,00	-38 741,00	34,00	-28 786,00
SAS BCD 59552 LAMBRES LEZ DOUAI	60 000,00	476 981,00	25,00	103 825,00
SARL PASSION 356 62700 BRUAY LA BUISSIERE	7 500,00	-242 949,00	33,00	21 096,00
SAS BCS 59113 SECLIN	60 000,00		25,00	

Engagements donnés

	Montant en euros
Caution de Mr Vanderbeken sur l'emprunt CIC à hauteur de	80 000
Avals et cautions	80 000
Engagements de crédit-bail mobilier	16 259
Total	96 259
Dont concernant :	

V D B

Société Par Actions Simplifiée au capital de 1 892 000.00 Euros
Siège social : 10 rue du 11 Novembre
59552 LAMBRES LEZ DOUAI
789 795 713 RCS DOUAI

TEXTE DE LA RESOLUTION D'AFFECTATION DE RESULTAT
SOUMISE ET ADOPTÉE A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE EN DATE DU
28 JANVIER 2020

DEUXIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale sur proposition du président décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 juillet 2019, s'élevant à 16 926.13 €, en totalité au compte « Réserve légale ».

L'assemblée générale, pour répondre aux prescriptions de l'article 243 bis du Code général des impôts, rappelle qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes, au titre des trois exercices précédents.

Copie certifiée conforme
Le Président

